

De Wever rêve bien d'un gouvernement Michel II

■ Le président de la N-VA dévoile sa vision pour la prochaine législature.

Analyse Antoine Clevers

Bart De Wever vient de confirmer qu'il envisage sérieusement un gouvernement Michel II. Certes, il ne le dit pas aussi directement, mais, entre les lignes, cela apparaît assez clairement.

Le président de la N-VA a réagi jeudi à la crise interne que traverse sa formation politique depuis quelques jours. Il a publié une lettre ouverte sur le site de son parti dans laquelle il insiste : *"Pour ceux qui en auraient jamais douté, le N-VA était, est et restera un parti nationaliste flamand. Depuis notre création, nous tendons vers l'autonomie et nous convainquons, élection après élection, un nombre croissant de Flamands [...] Le confédéralisme est la prochaine étape que nous voulons atteindre."*

La semaine dernière, Bart De Wever avait laissé entendre que la reconduction après 2019 de la "Suédoise" (MR, N-VA,

CD&V, Open VLD) était une réelle possibilité. Il ne réclamerait le retour du communautaire que si le PS devait remonter dans la majorité fédérale.

Ces déclarations sont inaudibles pour les nationalistes purs. Le confédéralisme ne peut attendre au-delà de 2019. Les députés fédéraux Hendrik Vuye et Veerle Wouters l'ont dit haut et fort le week-end dernier, ce qui a entraîné leur départ du parti mercredi. De son côté, le Mouvement flamand (Vlaamse Volksbeweging), dont sont issus de nombreux cadres nationalistes, se montrait aussi très critique et dénonçait l'abandon par la N-VA de son objectif ultime : l'indépendance de la Flandre.

Il marche sur des œufs

Bart De Wever se devait donc d'éteindre l'incendie et de rappeler que le confédéralisme est essentiel pour la N-VA. On sent néanmoins qu'il marche sur des œufs. Dans sa lettre ouverte, il n'emploie jamais le terme "indépendance". Il sait bien que la très grande majorité des Flamands n'en veut pas et que

même les revendications communautaires ne sont plus porteuses électoralement, contrairement aux questions sécuritaires sur lesquelles il se concentre.

Ensuite – et surtout – il souligne qu'au niveau fédéral, *"nous menons une politique qui est bonne pour la Flandre et que les Flamands réclament depuis une décennie déjà. Laurette Onkelinx (cheffe du groupe PS à la Chambre) ne parle pas de 'flamandisation' pour rien."* Il confirme ainsi que tant que le fédéral mène une politique correspondant au programme socio-économique de son parti, il peut se passer d'une réforme de l'Etat.

La stratégie de la N-VA semble bien définie en interne. Mardi, même Geert Bourgeois, ministre-Président flamand et fondateur de la N-VA, nuance le terme "indépendance". M. De Wever a beau dire que, dans la configuration actuelle, c'est le PS lui-même qui finira par réclamer le confédéralisme, pas sûr que cela rassurera sa base flamingante.